



Communiqué

Non à l'intervention militaire contre la Syrie

Les dirigeants des grandes puissances occidentales préparent une intervention militaire en Syrie. La décision est prise, notamment par Obama, qui veut encore s'assurer du soutien des ses alliés et de celui de la majorité des élus du parti républicain.

La plupart des dirigeants des Etats d'Europe, membres de l'Otan, sont acquis à cette option, surtout s'il s'agit de bombardements aériens, avec le minimum de déploiement de soldats sur le terrain. Il en est de même, aux USA mêmes, pour la droite dont plusieurs porte-paroles poussent depuis des mois à une intervention militaire pour renverser le régime de Bachar el-Assad, avec le même souci d'éviter l'envoi massif de troupes US au sol et la même crainte de voir des groupes djihadistes, très présents sur le terrain, gagner en force militaire et être en mesure de s'imposer.

La stratégie qui se dessine, celle de bombardements « ciblés », vise à déstabiliser le régime en le privant notamment d'avions, de centres d'écoutes et de transmission, à l'image de la guerre menée contre le régime de Milosevic. Elle laisse aux groupes qui combattent le régime syrien le champ libre pour attaquer et détruire des secteurs stratégiques, liquider des responsables du régime... Ces opérations sont déjà encadrées par des militaires et des spécialistes venant de Jordanie, d'Israël, des USA, du Royaume Uni... l'Arabie Saoudite et le Qatar se chargeant notamment d'une partie du financement de toutes ces opérations. C'est ce que l'Otan avait déjà fait en Lybie.

Hollande et son gouvernement appellent depuis des semaines à une intervention militaire. Des hommes des services spéciaux sont sur le terrain, comme cela a été révélé à plusieurs reprises, sans être démenti. Les dernières déclarations de Fabius ne font que confirmer cette orientation.

La justification de cette intervention est le recours attribué au régime syrien de gaz toxiques, contre des populations civiles. Cette accusation est répétée en boucle par tous les médias, pour préparer les opinions publiques à une intervention militaire et la justifier par la cruauté attribuée au régime. Cela rappelle les « preuves » brandies par Bush et ses militaires, pour justifier la guerre contre l'Irak.

Nous condamnons bien évidemment le recours à des gaz toxiques, contre les populations.

Nous n'avons aucun moyen de vérifier la véracité des accusations portées contre le régime, pas plus que nous ne lui faisons confiance quand il dit que c'est un acte commis par les « terroristes étrangers ».

Mais nous savons que les puissances impérialistes se servent de ce type d'arguments pour essayer de justifier leurs ingérences et leurs guerres aux yeux de leurs peuples.

Nous n'avons cessé de dénoncer le régime réactionnaire de Bachar el-Assad, mais nous avons avant tout mis en garde et exprimé notre opposition à toute opération militaire des puissances impérialistes qui veulent se débarrasser du régime syrien, pour en mettre un autre à la place, qui leur sera favorable.

Mais la guerre qui s'annonce ne sera ni « ciblée », ni « limitée » : elle fera d'immenses dégâts humains et matériels et plongera la Syrie dans la guerre civile. Elle renverra ce pays dans une situation identique à celle qui règne en Irak, en Afghanistan, en Lybie... c'est-à-dire, la misère, les luttes entre factions, l'éclatement du pays... Elle déstabilisera encore davantage toute la région, encourageant notamment le régime israélien à poursuivre sa politique réactionnaire contre le peuple palestinien et ses provocations contre l'Iran.

Nous appelons les travailleurs, les masses populaires, les forces progressistes, les forces anti impérialistes, à exprimer leur opposition à cette guerre et à la participation de la France.

Paris, 27 août 2013

Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net